

# L'armée rwandaise avait préparé la guerre civile

Des documents confidentiels, que Libération s'est procurés, prouvent que, sept jours avant la mort du président Habyarimana, les FAR armaient et entraînaient les civils pour combattre «l'ennemi»: «Réfugiés tutsis, prêtres...»

Kigali, envoyé spécial

«L'atmosphère d'insécurité qui règne dans la ville de Kigali se manifeste par l'usage par la population d'armes de guerre de grenades et autres fusils qu'elle détient de manière illégale. Ce matin du 6 avril 1994, au quartier général de la Civpol la police de l'ONU au Rwanda, le commandant sénégalais Sangare vient de rédiger l'ordre d'une mission qui doit démarrer le lendemain à l'aube. Ses agents assisteront la gendarmerie rwandaise dans une vaste opération-surprise de bouclage et de fouille du quartier de Nyakabanda, au cœur de la capitale. L'opération, on le sait, n'aura jamais lieu. Le soir même l'avion qui ramène le président Juvénal Habyarimana est abattu à son atterrissage, et le pays plonge dans les massacres et la guerre civile.

Les efforts de la Civpol n'avaient en fait aucune chance d'aboutir. Depuis quelques semaines, elle tentait de rétablir un semblant d'ordre avec la police et les Forces armées rwandaises (FAR), mais se faisait doubler à son insu. En fait, ce sont les FAR elles-mêmes qui, secrètement, approvisionnaient la population de Kigali en armes

et en munitions, entraînaient les civils et préparaient de sanglantes chasses à l'homme.

Des documents confidentiels, que Libération s'est procurés, prouvent que l'état-major de l'armée fut le metteur en scène des tueries à venir à Kigali. Ils racontent la semaine folle précédant la plongée du Rwanda dans le chaos.

«Chaos» est justement le terme employé par Augustin Nyamuremwe, chef du service des renseignements, dans l'un des derniers rapports secrets et «très urgent» qu'il fait parvenir au Premier ministre et au président de la République le 23 mars. Il prévient que les partis favorables au régime manifesteront pendant tout le week-end et comptent «liquider les opposants (tutsis) de la capitale». Les partis d'opposition, eux aussi, «s'organisent», des éléments du Front patriotique (FPR) «sont signalés en ville». La population est à bout de nerfs: «Si les hautes autorités de ce pays ne font rien pour arrêter l'engrenage de la violence, écrit le patron du service de renseignements, le pays risque de sombrer dans le chaos.»

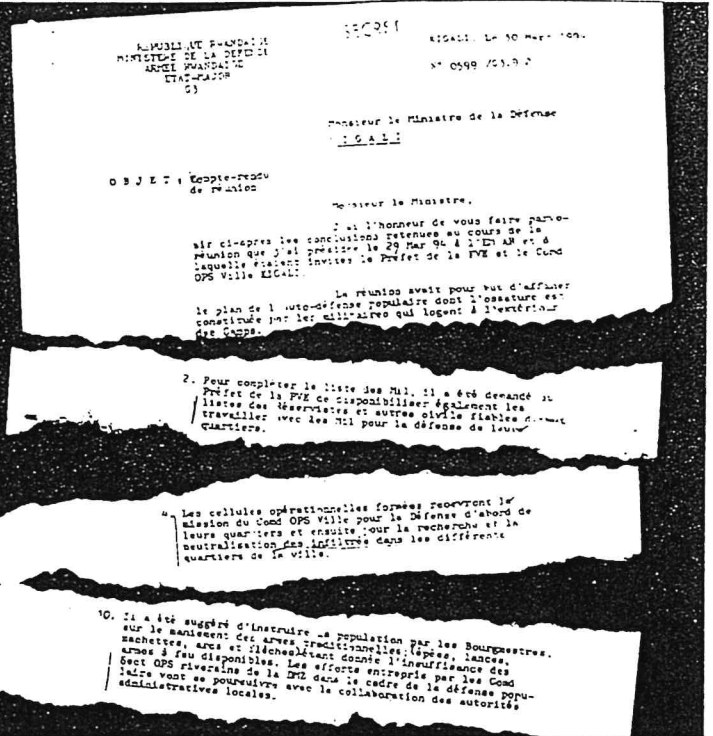
Quelques jours plus tard, le 28 mars, la Civpol tient sa dernière réunion hebdomadaire. Y assistent le chef d'état-major de la gendarmerie rwandaise, l'officier de liaison des FAR, des officiers des missions militaires belges et françaises. La Civpol se plaint du manque de coopération de la gendarmerie - en ce qui concerne les enquêtes relatives aux infractions «à caractère politique et ethnique». Elle dénonce la violation de deux valises diplomatiques, celle de la Minuar et celle de la Belgique. Mais surtout, elle accuse violemment la gendarmerie de «non-assistance à personne en danger», et lui fait part de la multiplication des demandes de protection de personnalités, restées sans réponse. Beaucoup d'entre elles seront liquidées dans la nuit du 6 avril par la Garde présidentielle. Les efforts de la Civpol auront été vains. Car, en coulisses, l'armée rwandaise affine son plan d'extermination.

Le mercredi 30 mars, le chef d'état-major des FAR, le général Déogratias Nsabimana, préside une réunion capitale, mandatée par le ministère de la Défense et dont le compte rendu est classé «très secret». Au cours de cette entrevue, à laquelle assistent le préfet de Kigali et le chef des opérations militaires, les participants élaborent un «plan d'autodéfense populaire».

Chaque quartier, organisé en cellule civile, sera placé sous les ordres d'un militaire. Sous la haute autorité des ministères de la Défense et de l'Intérieur, il est prévu de dresser des listes de combattants, de distribuer des armes et des munitions, et «d'instruire la population au maniement des armes traditionnelles (épées, lances, machettes, arcs et flèches) étant donné l'insuffisance des armes à feu».

Le chef d'état-major, qui périra une semaine plus tard dans la chute de l'avion présidentiel, met également au point, durant cette réunion secrète, le dispositif d'une chasse à l'homme qui, lorsqu'elle a lieu une semaine plus tard, fera des dizaines de milliers de victimes à Kigali. «Les cellules opéra-

**Le 30 mars, dans une lettre adressée au ministre de la Défense, le chef d'état-major de l'armée détaille son «Plan d'autodéfense populaire».**



tionnelles formées, dit le compte rendu, recevront leur mission du commandant des opérations pour la recherche et la neutralisation des infiltrés dans les différents quartiers de la ville.»

L'état-major dispose depuis septembre 1992 d'un volumineux document, lui aussi «secret» et signé du même Déogratias Nsabimana. Objet de

ce rapport: une description de «l'ennemi», telle qu'elle sera enseignée aux militaires des FAR. Elle permettra l'établissement des fameuses listes de suspects. «L'ennemi et ses partisans, relève ce vademecum, se recrutent parmi les réfugiés tutsis, les étrangers mariés à des femmes tutsies, les peuplades nilo-hamitiques de la région et

les criminels en fuite.» D'autres milieux, qualifiés d'extrémistes, sont mentionnés: «Les prêtres, les professeurs, les milieux d'affaires». Ce document, élaboré à partir de décembre 1991, est le fruit de la «réflexion» d'une commission mise en place par le président Juvénal Habyarimana en personne. Jean-Philippe CEPPI

## REPÈRES

### La crise rwandaise

- 6 avril 1994. L'avion du président Juvénal Habyarimana est abattu par un missile, en phase d'approche de l'aéroport de Kigali. Quelques heures plus tard débutent des rafles ciblées puis, au petit matin du 7 avril, la chasse aux opposants assure des massacres à grande échelle qui, en quelques semaines, feront des centaines de milliers de morts.
- 9 avril. La France commence l'évacuation d'urgence de tous ses ressortissants au Rwanda et, décision sans précédent dans un pays africain, ferme d'emblée son ambassade et sa mission de coopération.
- 21 avril. Le Conseil de sécurité de l'ONU décide, à l'unanimité, de réduire son contingent au Rwanda de 257 à 100 Casques bleus.
- 22 avril. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, plaide pour une «intervention humanitaire» au Rwanda.
- 23 juin. L'opération française Turquoise débute, les premiers éléments français pénétrant dans le sud-ouest du Rwanda à partir du Zaïre voisin.
- 4 juillet. Le Front patriotique rwandais (FPR), le mouvement rebelle, prend le contrôle de la capitale, Kigali. Dans le sud-ouest du pays où son contingent est déployé, la France proclame une «zone humanitaire sûre» et en interdit l'accès aux «mouvements armés».
- 22 août. A l'échéance fixée par le mandat de l'ONU, l'opération Turquoise prend fin au Rwanda. Environ 500 militaires français restent présents au Zaïre voisin, en appui logistique au «bataillon inter-africain». Leur rapatriement est prévu pour fin septembre.

## EGYPTE

### L'excision filmée trouble les débats du Caire

Un reportage de la chaîne CNN montrant l'excision d'une fillette égyptienne a créé un malaise à la conférence sur la population et le développement.

Le Caire, envoyés spéciaux

Deux minutes et demie insoutenables d'un reportage de CNN ont jeté un éclairage cru sur les débats policés de la Conférence du Caire. Alors que les délégués des 182 Etats s'apprentient à adopter un texte interdisant les «mutilations génitales des femmes», la chaîne américaine d'information continue à jeter un pavé dans la mare en diffusant les images d'une excision en direct, tournée il y a deux semaines au Caire. On y voit un barbier procéder à l'ablation du clitoris de la petite Naglaa Fathi Hamed, 10 ans. Au rasoir et sans anesthésie. La famille, approchée par un fleuriste du quartier, avait accepté que la scène soit filmée à son domicile.

CNN avait obtenu cette «exclusivité» grâce à une journaliste pigiste égyptienne, Névine Hamdane. «Un travail d'approche de plusieurs mois», selon Gayle Young, la responsable du programme, qui affirme avoir reçu l'accord de plusieurs autres familles. C'est Naglaa qui a finalement été «choisie».

Gayle Young assure ne pas avoir payé la famille, contrairement aux rumeurs parlant de 50 livres égyptiennes (90 F), mais avoir rémunéré la pigiste et offert des cigarettes aux intermédiaires.

Les autorités égyptiennes n'ont pas apprécié: l'exciseur et le fleuriste ont été arrêtés dimanche et devraient être incriminés de «pratique illicite de la médecine». Depuis, on est sans nouvelles d'eux. La pigiste, arrêtée, aurait été libérée hier, selon Gayle Young. Elle pourrait faire l'objet de poursuites pour avoir «nu à l'image de l'Egypte».

Sans la conférence, ou plutôt sans CNN, la mutilation de Naglaa n'aurait provoqué aucun remous. Des centaines

d'excisions sont pratiquées quotidiennement en Egypte, surtout dans les campagnes et dans n'importe quelles conditions. La clitorisectomie, héritage des temps pharaoniques, est aussi répandue chez les copites (chrétiens) que chez les musulmans. Elle a tendance à disparaître dans la classe moyenne, et il arrive que les plus riches aillent même se faire reconstituer l'appendice sectionné dans des cliniques spécialisées.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, deux millions de fillettes seraient excisées chaque année dans le monde, surtout en Afrique de l'Est.

C.A. et M.-L. C.

